



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU CHER

DIRECTION de la RÉGLEMENTATION
GÉNÉRALE et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau des procédures et
de la concertation locale

Installation classée soumise
à autorisation n° 5635

Pétitionnaire :
GIAT Industries

0 5516
2006
05
04
ape

ARRÊTÉ N° 2006.1. 582 du 4 MAI 2006

prescrivant la surveillance des eaux souterraines s'écoulant à
l'aplomb du site "Lahitolle", rue de la Salle d'Armes à Bourges

Le Préfet du Cher, Chevalier de la Légion d'honneur, Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU la partie législative du code de l'environnement,

VU la loi n° 89-924 du 23 décembre 1989 autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupement Industriel des Armements Terrestres (G.I.A.T.),

VU le décret du 20 mai 1953 modifié pris pour l'application de l'article L 511-2 du code de l'environnement, constituant la nomenclature des installations classées,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement,

VU le guide de gestion des sites (potentiellement) pollués réalisé par le BRGM pour le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable,

VU l'arrêté ministériel du 27 février 1984 concernant certaines installations classées exploitées par l'Établissement d'Études et de Fabrication d'Armement de Bourges,

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 1985 concernant certaines installations classées exploitées par l'Établissement d'Études et de Fabrication d'Armement de Bourges,

VU le récépissé de déclaration du 14 décembre 1987 concernant certaines installations classées exploitées par l'Établissement d'Études et de Fabrication d'Armement de Bourges,

VU l'arrêté ministériel du 29 juin 1990, modifié le 20 décembre 1990, fixant la liste des droits, biens et obligations attachés aux activités des établissements industriels de la Direction des Armements Terrestres constituant le Groupement Industriel des Armements Terrestres et apportés à la société G.I.A.T. Industries,

VU l'arrêté préfectoral du 4 avril 1991 portant récépissé de changement d'exploitant,

VU la déclaration de cessation totale d'activité déposée le 23 juillet 2004 par la S.A. GIAT Industries, Centre de Bourges, 7 route de Guerry, 18023 Bourges Cedex, concernant les installations classées exploitées par cette société dans son site dénommé "enceinte Lahitolle" situé rue de la Salle d'Armes à Bourges (18000),

VU l'étude documentaire sur l'historique des installations et le contexte géologique et hydrogéologique local réalisé par le cabinet 2IE, 2 chemin du Génie, B.P. 80, 69633 Vénissieux Cedex joint à la déclaration susvisée,

VU les investigations complémentaires des sols et l'évaluation simplifiée des risques de pollution réalisées par le cabinet DUKE ENGINEERING & SERVICES, 49 avenue Franklin Roosevelt, immeuble le Franklin, 77210 Avon également joints à la déclaration susvisée,

VU le complément de la déclaration de cessation totale d'activité déposé par la S.A. GIAT Industries, Centre de Bourges, 7 route de Guerry, 18023 Bourges Cedex le 17 février 2006 et ses 10 annexes,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 13 mars 2006,

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du 11 avril 2006,

CONSIDÉRANT que la S.A. GIAT Industries, Centre de Bourges, 7 route de Guerry, 18023 Bourges Cedex a exploité sur son site dénommé "enceinte Lahitolle", rue de la Salle d'Armes à Bourges des équipements et installations classables au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDÉRANT que les études réalisées dans le cadre du dossier de déclaration de cessation totale d'activité du site ont montré notamment la présence de métaux lourds, d'hydrocarbures totaux, d'hydrocarbures aliphatiques halogénés volatils et d'hydrocarbures aromatiques polycycliques dans le sous-sol,

CONSIDÉRANT que certains de certains de ces composés ont atteint la nappe souterraine,

CONSIDÉRANT que trois piézomètres ont été réalisés sur site afin de permettre le suivi de l'évolution des teneurs pour les polluants recensés dans la nappe souterraine, par voie d'échantillonnage et d'analyses,

CONSIDÉRANT qu'il convient de maintenir cette surveillance,

CONSIDÉRANT que, par courrier du 27 avril 2006, la société GIAT Industries ne formule pas d'observation sur la projet d'arrêté qui lui a été notifié par lettre recommandée avec accusé de réception le 19 avril 2006,

SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - La S.A. GIAT Industries, Centre de Bourges, 7 route de Guerry, 18023 Bourges Cedex doit procéder à une surveillance périodique de la qualité des eaux souterraines de la nappe s'écoulant à l'aplomb du site dénommé "enceinte Lahitolle" situé rue de la Salle d'Armes à Bourges (18000).

L'objectif de cette surveillance est de suivre l'évolution dans le temps de la qualité des eaux et l'impact de la présence des terres polluées.

La surveillance est réalisée dans les conditions suivantes :

- un contrôle est effectué semestriellement, en période de hautes eaux et de basses eaux, à partir de l'année 2006,
- un prélèvement est réalisé à chaque contrôle dans chacun des trois piézomètres implantés dans l'emprise du site indiqué au premier alinéa,
- le niveau piézométrique de la nappe est noté (m NGF),
- les analyses à réaliser concernent les paramètres suivants :
 - métaux lourds : arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, plomb et zinc,
 - hydrocarbures totaux,

- famille des hydrocarbures aliphatiques halogénés : 1,1,1-Trichloroéthane, 1,2-Dichloroéthane, Tétrachlorométhane, Dichlorométhane, Tétrachloroéthylène, Trichloroéthylène, 1,1-Dichloroéthylène, 1,2,cis-Dichloroéthylène et chlorure de vinyle.
- famille des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) : Anthracène, Benzo(a)anthracène, Benzo(k)fluoranthène, Chrysène, Benzo(a)pyrène, Fluoranthène, 1,2,3-c,d-Indénopyrène, Naphtalène et HAP totaux.

Les prélèvements sont réalisés par un organisme compétent et les analyses sont effectuées par un laboratoire agréé par l'administration.

Les prélèvements sont réalisés selon la procédure AFNOR FD-X-31-615.

Le conditionnement, la durée comprise entre l'échantillonnage et les analyses ainsi que le transport des échantillons doivent être adaptés à leur conservation et aux analyses à réaliser.

Les conditions de mesure sont fixées par les normes correspondant à chacun des paramètres analysés. Pour chacun des paramètres recherchés, la méthode d'analyse retenue doit permettre d'obtenir un seuil de dosage inférieur à la Valeur de Constat d'Impact pour un usage sensible de l'eau (VCI-s) lorsqu'elle est déterminée, telle que définie en annexe de la version en vigueur du « guide de gestion des sites (potentiellement) pollués » susvisé.

Un rapport est transmis à l'inspection des installations classées dès réception des résultats d'analyses.

Ce rapport comportera en particulier : les relevés des niveaux piézométriques, les résultats des analyses, une comparaison des teneurs relevées aux VCI-s, un récapitulatif de l'évolution de la qualité des eaux depuis le premier contrôle et d'une manière générale, tout commentaire utile à une bonne compréhension des résultats.

Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Les frais occasionnés par les contrôles et analyses sont supportés par la S.A. GIAT Industries.

Les conditions de réalisation de ces contrôles et analyses peuvent être modifiées au vu des résultats obtenus et sur proposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2 - La S.A. GIAT Industries doit également :

- mettre en œuvre toutes les dispositions de protection nécessaires des piézomètres, afin d'éviter toute pollution accidentelle des eaux souterraines,
- maintenir ces ouvrages dans un état permettant la réalisation des prélèvements d'eau,
- prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'avoir accès aux ouvrages pour effectuer leur entretien et les prélèvements d'eau.

ARTICLE 3 - En cas de destruction des piézomètres, y compris par des tiers, la S.A. GIAT Industries doit en assurer le remplacement par des ouvrages permettant de réaliser des mesures comparatives dans des conditions satisfaisantes.

Pour ce faire, la S.A. GIAT Industries proposera à l'inspection des installations classées un nouvel emplacement pour accord préalable à la réalisation du nouvel ouvrage.

En tout état de cause, la surveillance devra comprendre, a minima, un ouvrage en amont hydraulique immédiat et deux ouvrages en aval hydraulique immédiat des zones du site dans lesquelles les terres polluées ont été identifiées.

ARTICLE 4 - Dans le cas où des résultats de contrôle de la nappe mettraient en évidence une dégradation de la qualité des eaux souterraines confirmée par plusieurs prélèvements, la S.A. GIAT Industries devra mettre en œuvre tous moyens utiles en vue de déterminer si la pollution résiduelle présente dans les sols du site qu'elle a exploité en est la cause. Ces moyens seront déterminés en prenant notamment en compte les risques encourus.

Si tel est le cas, l'étude et la réalisation de travaux de dépollution complémentaires des sols et / ou de décontamination des eaux pourront lui être imposées.

Les frais occasionnés par la mise en œuvre de ces actions seront supportés par la S.A. GIAT Industries.

ARTICLE 5 - La surveillance de la nappe souterraine pourra être arrêtée sur demande motivée de la S.A. GIAT Industries et après proposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'arrêt de la surveillance, les piézomètres implantés sur le site devront être comblés afin d'éviter toute pollution ultérieure de la nappe souterraine par ce biais. à cet effet, une proposition technique préalable sera établie par la S.A. GIAT Industries et transmise pour avis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6 - Les infractions ou l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le livre V (titre 1^{er}) du code de l'environnement.

ARTICLE 7 - Indépendamment de ces prescriptions, l'administration se réserve le droit d'imposer, ultérieurement, toutes celles que nécessiterait l'intérêt général.

ARTICLE 8 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 - Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Bourges et pourra y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les conditions d'octroi de la présente autorisation et faisant connaître qu'une copie du dit arrêté est tenue à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, sera affiché à la mairie de Bourges pendant une durée minimale d'un mois.

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture (direction de la réglementation générale et de l'environnement - bureau des procédures et de la concertation locale).

Un avis sera inséré par les soins du préfet du Cher et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 10 - Délais et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement)

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif, le délai de recours est de 2 mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Les délais de recours prévus par l'article L 514-6 du code de l'environnement ne sont pas interrompus par un recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou par un recours devant une juridiction incompétente.

ARTICLE 11 - Le Secrétaire Général de la préfecture du Cher, le Maire de Bourges, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre, l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la société GIAT Industries.

Bourges, le - 4 MAI 2006

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Francis CLORIS